

1944 lorsque le CCF est arrivé au pouvoir dans cette province. L'une des premières initiatives prise par le chef actuel du NPD, lorsqu'il est devenu premier ministre de la Saskatchewan, a été d'établir un organisme chargé d'acheter tous les approvisionnements du gouvernement. Cette agence a réussi à résoudre le problème auquel le gouvernement fédéral tente actuellement de remédier. Elle a permis à la Saskatchewan durant les 25 dernières années d'épargner aux gens de cette province des millions de dollars.

Si le gouvernement fédéral donne suite à ce projet, nous devons examiner les circonstances particulières. Les objectifs utiles et souhaitables de la centralisation ne s'atteignent pas automatiquement. Tout dépend de l'application, de l'efficacité et de la réalisation du programme. On dit qu'un gouvernement peut payer 50 millions de crayons moins cher l'unité qu'un ministère qui en achète 2 millions, mais cette théorie ne s'applique pas nécessairement à une exploitation de l'envergure du gouvernement du Canada. D'autres aspects doivent être étudiés. A part les petites économies faites grâce à une amélioration particulière, il faut tenir compte des aspects économiques, des effets de l'application des programmes. La centralisation des approvisionnements peut permettre une épargne de \$10,000 ou \$20,000, mais les retards et la pape-rasse pourraient coûter davantage, vu l'efficacité réduite du programme.

J'approuve un bon nombre des recommandations de la Commission Glassco, mais non pas toutes. Dans son rapport, la Commission part du mauvais pied en affirmant que le gouvernement est un mal nécessaire. Je ne partage pas cette opinion, ce qui ne veut pas dire qu'à mes yeux le gouvernement soit automatiquement ce qu'il y a de mieux pour présider à toutes les phases de la vie dans notre société. En énonçant au début de son rapport une prémisse plutôt boiteuse, la Commission Glassco affaiblit certaines de ses recommandations et de ses opinions sur divers sujets qu'elle y traite.

Le rapport mentionne, ce qui est juste, que le gouvernement du Canada a dépensé en 1960 plus d'un milliard de dollars au titre des approvisionnements, des équipements et des services. Il mentionne aussi les énormes stocks répartis à travers le pays, le coût du maintien de ces stocks et le double emploi de divers services. Sur un aspect particulier de la question, la Commission conclut que l'entreposage et la manutention sont indûment dispersés et fragmentés. En 1960-1961, le gouvernement exploitait 248 entrepôts principaux

et 348 magasins répartis entre 79 centres au pays et à l'étranger. Des organismes civils s'occupaient de la gestion de la plupart de ces établissements, mais, en fonction de la valeur en dollars de ces inventaires, la plus grande proportion se trouvait dans 37 entrepôts de l'armée, de la marine et de l'aviation du Canada.

Dans son rapport, la Commission Glassco recommandait la création d'un organisme central des achats qui desservirait les ministères et les organismes de caractère civil ou militaire, mais non les sociétés de la Couronne. Elle recommandait que le ministère de la Production de défense soit compris dans ce remaniement. Elle recommandait aussi que le nouveau ministère assume, conjointement avec les ministères et les organismes desservis, la tâche de mettre au point des descriptions uniformes pour tous les articles, qu'il remplisse la fonction d'Office des spécifications, et notamment qu'il représente le ministère de la Défense nationale au sein de la Direction des services interarmes. Elle avait fait, dans le domaine des achats, des recommandations que le ministère étudiera sans doute avec soin.

Le deuxième grand secteur d'activité du nouveau ministère qui me préoccupe, monsieur le président, est celui de la rationalisation de certains services fournis à des ministères. Il s'agit de direction administrative et de services techniques dont les ministères gouvernementaux ont besoin pour fonctionner aussi efficacement que possible. Il importe de donner le ton dans ce domaine pour assurer l'excellence du gouvernement au Canada et le respect du peuple à son endroit. Il faut que le gouvernement adopte le principe d'une planification politique, économique et administrative. Sinon les services d'administration ne donneront que des résultats négligeables et disparates. On n'atteindra pas les objectifs visés en rafistolant la structure du gouvernement. Ce qu'il faut, c'est adopter d'emblée les principes que j'ai énoncés. On peut en arriver à rendre les services et l'administration efficaces. Il est difficile d'évaluer les résultats d'une telle efficacité. L'analyse du coût et des avantages d'un programme public est nécessaire; il faut même une façon plus exacte de l'évaluer. Les entreprises privées évaluent leur rendement en tenant compte des profits et pertes. C'est un important principe à se rappeler dans l'étude des programmes d'État. Voilà un point sur lequel la Commission Glassco ne s'est pas suffisamment arrêtée.

On se méprend grandement au Canada sur la nature du gouvernement. L'efficacité du